

Regis Immongault se moque d'Ali Bongo Ondimba

Par Jean Michel Sylvain

Le ministre de l'Économie s'est octroyé une session de rattrapage le 16 juin dernier. En publiant ce qu'il considère comme un bilan économique du septennat dans les colonnes du journal gouvernemental « *L'Union* ». Le cadre était mieux indiqué pour asséner des contrevérités sans craindre d'être contredit. Ce qu'il n'a pas pu faire sur l'antenne de la Radio France Internationale (RFI) quelques jours plutôt. Il avait été totalement laminé par la force des contre-arguments développés par Jean Gaspard Ntoutoume Ayi et Fabien Owono Essono.

Sur une pleine page, Régis Immongault présente un bilan économique qui, s'il avait été effectif, aurait amené les institutions économiques et financières internationales (OCDE, Banque mondiale, FMI...) à classer d'ores et déjà le Gabon soit au rang des pays émergents, soit, tout au moins dans l'antichambre de cette catégorie.

« *L'ordinateur* » du ministre a sans doute été victime d'un bug. Si certains chiffres avancés sont incontestables notamment le taux de croissance de l'économie entre 2010 et 2016, les explications fournies pour justifier une telle embellie sont tout simplement erronées, pour ne pas dire surréalistes. Un étudiant de première année d'économie face aux mêmes données, sans l'aide du puissant « *ordinateur* » du

ministre, aurait fait une meilleure interprétation de la situation.

Pour faire simple, la croissance économique mesure l'augmentation de la richesse dans un espace donné sur une durée donnée. Dans le cas de l'espace géographique Gabon, elle s'est située au-dessus de 5 % durant les six dernières années en moyenne, comme l'a indiqué le ministre. Mais cela s'est fait de manière mécanique sans être une traduction dans les faits d'une quelconque résultante des politiques publiques menées. D'ailleurs, le niveau très faible de cet indicateur dans la période antérieure à 2010 (1,5 % en moyenne entre 2007 et 2009), que le ministre a cru mettre en relief pour mieux mettre en valeur le bilan d'Ali Bongo Ondimba, n'a pas non plus de liens directs avec l'action publique conduite par Omar Bongo Ondimba. C'est la structure de l'économie gabonaise qui est restée la même depuis des décennies, sans grande diversification, c'est-à-dire dépendante à plus de 80 % du secteur minier et forestier dont 60 % pour le seul secteur pétrolier, qui est à l'origine de ces sauts de croissance.

Lorsqu'Ali Bongo Ondimba prend le pouvoir par la force en 2009, l'économie mondiale vient de traverser une crise financière qui a failli l'emporter. Les cours du pétrole qui étaient aux alentours de 60 dollars le baril connaissent une ascension vertigineuse pour cumuler durant les meilleures

années (2011 à 2013) à 108 dollars le baril. Dans le même temps, la parité du dollar, monnaie utilisée dans les transactions pétrolière face à l'euro, passe de 1,43 dollar pour 1 euro en août 2009 à 1,09 dollar en juillet 2015. Cela veut dire que non seulement le pétrole se vendait bien, le dollar avait aussi dans le même temps une parité quasi égale à l'euro. Ceci s'est traduit par une augmentation mécanique du produit intérieur brut du Gabon, qui dépend à près de 60 % du pétrole. Ce sont des variables indépendantes des politiques publiques menées au Gabon. Le cours du pétrole dépend de l'idée que les opérateurs se font de l'évolution de l'offre et de la demande. La parité du dollar est exclusivement fonction des décisions prises par la Banque centrale américaine (Fed) et des anticipations opérées par les opérateurs de marché. Dans l'évolution favorable de ces deux paramètres qui ont pourtant été à la base de l'enrichissement du Gabon que Régis Immongault attribue très vite à Ali Bongo Ondimba, il n'apparaît nulle part l'influence des décisions prises par les autorités gabonaises.

Il en est de même de la période Omar Bongo Ondimba. Le baril du pétrole est passé de 9 dollars en février 1999 à 85 dollars en juillet 2008. Avant de retomber à 35,75 dollars en mars 2009. Sur cette base, il est évident que le Gabon s'est plus enrichi durant la période Ali Bongo Ondimba que pendant celle de

son père qui avait un prix de baril plus faible et une parité dollar-euro plus défavorable.

Au-delà de cette réalité des chiffres, il y a un signe qui ne trompe pas lorsqu'un pays connaît une croissance aussi forte sur une aussi longue période. Le niveau de vie de sa population est obligatoirement impacté. Or, depuis 2009 jusqu'à ce jour, les Gabonais sombrent dans la pauvreté la plus totale. La Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs) a identifié très officiellement 800 000 Gabonais « *économiquement faibles* ». C'est-à-dire 45 % de la population sur la base des données du dernier recensement de la population qui situe le nombre de personnes vivant au Gabon à 1,8 million. Si l'on se fonde sur la seule population gabonaise estimée lors du même recensement de 2013 à 1,4 million, cible principale de la Cnamgs, c'est près de 60 % de la population qui a été recensé comme « *économiquement faible* ». Un constat totalement incompatible avec un tel niveau de croissance. Mieux, la croissance économique est généralement synonyme d'un afflux massif des recettes budgétaires pour l'Etat concerné. Or, depuis cinq ans, l'Etat a accumulé « *des arriérés de paiement* » de toute nature. La dette intérieure envers les PME peine à être payée. Les budgets de fonctionnement ne sont plus exécutés, comme l'a rappelé avec force l'honorable Idriss Ngari à la tribune de l'Assemblée nationale. Au



point que les diplomates gabonais à l'étranger sont devenus la risée de leurs homologues, tant ils ne parviennent plus ni à payer leur loyer, ni à assurer la prise en charge médicale et scolaire de leurs familles respectives.

Les détournements massifs des fonds publics n'expliquent pas tous ces manquements. Il faut bien admettre qu'il y a eu aussi de faibles rentrées fiscales sur cette période. Une réalité pas vraiment conforme à un pays qui a amassé autant de richesse comme l'a indiqué le ministre de l'Économie.

Le volet industriel et des services du septennat a été traité avec la même légèreté. Le complexe minier de Moanda doit faire ses preuves avant de savoir s'il peut être le vecteur de l'industrialisation du Gabon. Cette unité a été lancée au pire moment par rapport à la conjoncture baissière actuelle du marché de l'acier.

Pas si sûr que les gérants de cette unité soient en phase avec les développements du ministre. Quant aux usines de production d'huile de palme évoquées comme signal d'une industrialisation en marche, il vaut mieux s'assurer qu'elles trouveront leur place dans un marché très concurrentiel et où des voix autorisées s'élèvent pour réduire la consommation mondiale d'huile de palme au nom de la protection de l'environnement.

Régis Immongault, à l'image d'Alain Claude Bilié by Nzé, son collègue de la Communication, n'avait qu'un seul but : enfoncer un peu plus Ali Bongo Ondimba. Le bilan qu'il lui a attribué est faux sur toute la ligne. Il le sait. Mais il s'est plié aux exigences du raïs. Tout en sachant que ce dernier deviendrait la risée du monde entier à la suite de cette publication.